

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Ingrid-Betancourt-serait-en-bonne-sante-Contacts-de-la-France-avec-les-FARC>
C

Ingrid Betancourt serait en bonne santé. Contacts de la France avec les FARC

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Date de mise en ligne : mercredi 2 mars 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Ingrid Betancourt, ancienne candidate écologiste à la présidentielle colombienne, est « en bonne santé », affirme dans un entretien au Figaro lundi un des principaux responsables des FARC, rebelles colombiens marxistes qui la retiennent en otage depuis trois ans.

Par l'Agence France-Presse

Paris, Le lundi 28 février 2005

« Ingrid (Betancourt), Clara Rojas (sa directrice de campagne), les trois Américains agents de la CIA, les députés et parlementaires, Alan Jara (un ancien gouverneur), les commandants de l'armée et de la police, l'ex-ministre Araujo, entre autres personnes échangeables, sont en bonne santé », a affirmé Raul Reyes, principal porte-parole et numéro deux des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), en guerre avec le pouvoir du président Alvaro Uribe.

« Mais au même titre que les guérilleros privés de leur liberté, ils attendent avec beaucoup d'impatience leur libération », ajoute M. Reyes dans un entretien écrit.

M. Reyes assure que les FARC insisteront « toujours plus pour obtenir l'accord humanitaire » souhaité par les rebelles et les familles des otages.

Le responsable des FARC a demandé la libération « de la totalité des guérilleros et guérilleros détenus par le gouvernement, y compris Simon Trinidad, Ricardo Gonzalez (alias Rodrigo Granda Escobar, NDLR), et "Sonia" », cette dernière, dont le nom est Nayibe Royas, étant appelée « la commandante ».

Or, M. Trinidad a été extradé aux États-Unis, « Sonia » est en attente d'extradition, et M. Gonzalez, alias Granda, a été arrêté le 14 décembre, alors qu'il était une sorte de ministre des affaires étrangères des FARC et avait à ce titre rencontré beaucoup d'interlocuteurs européens.

M. Reyes estime en outre qu'« indéniablement, le président (français) Jacques Chirac, son gouvernement, son peuple sont mobilisés pour la réussite de l'échange des prisonniers ».

Selon M. Reyes, « l'échange sera possible dans la mesure où des gouvernements amis tels que la France, la Suisse, l'Espagne ainsi que d'autres pays de la région contribueront de manière décisive à sa réalisation ».

Le gouvernement français a eu des contacts directs avec Raul Reyes, afin d'obtenir la libération de l'ancienne candidate présidentielle Ingrid Betancourt, a déclaré vendredi soir à Bogota l'ambassadeur colombien à Paris, Michel Gomez. « Le gouvernement français a été clair en déclarant qu'il y a eu des contacts essentiellement avec quelques chefs de la guérilla dans le Sud du pays », a déclaré Gomez à un groupe de journalistes, après une réunion avec le président Alvaro Uribe à Bogota.

Le gouvernement français a eu des contacts directs avec le numéro deux des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC - guérilla marxiste), Raul Reyes, afin d'obtenir la libération de l'ancienne candidate présidentielle Ingrid Betancourt, a déclaré vendredi soir à Bogota l'ambassadeur

colombien à Paris, Michel Gomez.

Agence France-Presse

Bogota, le vendredi 25 février 2005

« Le gouvernement français a été clair en déclarant qu'il y a eu des contacts essentiellement avec quelques chefs de la guérilla dans le sud du pays », a déclaré Gomez à un groupe de journalistes après une réunion avec le président Alvaro Uribe à Bogota.

Interrogé sur l'identité des chefs rebelles, le diplomate a mentionné le nom de Raul Reyes. Toutefois, M. Gomez a refusé de révéler quels ont été les représentants du gouvernement de Jacques Chirac à ces négociations.

Mercredi l'ambassadeur Gomez avait dénoncé une « campagne de désinformation » en France sur l'enlèvement de la Franco-Colombienne Ingrid Betancourt, consistant à faire croire que l'obstacle à sa libération est le gouvernement de Bogota et pas les FARC.

Le diplomate colombien a estimé que la France oubliait qu'il y avait près de 3.000 personnes détenues en otage et que le gouvernement était « responsable pour tous les citoyens et pas uniquement pour ceux qui sont considérés comme des (otages) politiques ».

Les tentatives du gouvernement français pour obtenir la libération d'Ingrid Betancourt ont déclenché une polémique en Colombie, où l'ancienne candidate des Verts à la présidence a entamé mercredi sa quatrième année de captivité aux mains de la guérilla.

Les interventions répétées et insistantes de la France pour obtenir sa libération ont déjà provoqué une crise diplomatique entre les deux pays et exaspèrent la présidence et les dirigeants colombiens.

Les accusations permanentes et souvent virulentes des membres de la famille contre le président Uribe, qui a conquis sa popularité en rétablissant la sécurité sur une partie du territoire colombien et en luttant contre la guérilla, contribuent largement à cette exaspération.

Jeudi soir le président Uribe avait dénoncé les pays européens qui pratiquent une double morale, affirmant refuser toute négociation lorsqu'il s'agit de l'Irak et exerçant auprès de la Colombie de fortes pressions pour la contraindre à négocier avec des groupes terroristes.
